



S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

INFO RAPIDE

N° 31 du 27 mars 2020

Destinataires :

- . Bureau national
- . Fédérations
- . URI
- . UD
- . Secrétaires confédéraux

Crise sanitaire : compte rendu de la réunion du 27 mars 2020 avec le président de la République et les organisations syndicales et patronales

Ce vendredi 27 mars, une réunion téléphonique a eu lieu avec le président de la République, le Premier ministre, les ministres de l'Economie, du Travail et de la Santé et les organisations syndicales et patronales.

Le Président a fait part du besoin d'un échange rapide et efficace, dans un contexte particulier de la vie de la nation. Traverser cette crise sanitaire et protéger les citoyens nécessite une unité. Il y aura évidemment un coût économique et social. Le président a fait part du besoin de retour des organisations syndicales et patronales et de leur participation pour « faire œuvre utile pour la nation ». Il a insisté sur le besoin de cette « deuxième ligne de ceux qui travaillent ». Par contre, aller sur une liste d'activités essentielles est très compliqué car « tout se tient ». Chacune et chacun doit porter les dispositifs mis en place. Si le chômage partiel est utilisé de façon abusive, cela se retournera contre tous. Si on multiplie les appels à la grève, on ne joue pas collectif.

Le premier Ministre a affirmé que l'apparente contradiction entre confinement et poursuite de certaines activités devait être assumée : si un minimum d'activité économique n'est pas conservé, il ne sera pas possible d'assurer sur le plan sanitaire. Les 25 ordonnances et les 5 décrets présentées en conseil des ministres cet après-midi essaient de répondre à des questions nouvelles liées au contexte. Le premier ministre a réaffirmé la nécessité que dans les branches et entreprises, il y ait du dialogue social sur leur mise en œuvre.

Il a qualifié le choc économique de brutal, massif et sans doute durable, en rappelant qu'après la crise sanitaire, il y aurait d'autres défis.

Le ministre de la Santé a commencé par faire un point épidémiologique : la vague monte partout, sur tous les continents et partout, il est difficile d'y faire face. Il y a des tensions mondiales sur des demandes de produits partout dans le monde. Un humain sur trois est actuellement confiné.

En France, il y a des différences de pression dans le pic : les régions Grand-est et Ile de France sont les plus touchées. Les problèmes sont également sérieux en Franche-Comté, en Corse et dans les Haut de France. Une très grande vigilance est également nécessaire en Outre-Mer.

Il est comptabilisé plus de 100 000 malades avec peu de symptômes dans 85% des cas. Et 98% de guérison. Il y a beaucoup de malades graves chez les anciens mais cela peut également arriver à des plus jeunes. Les moyens d'évacuation de malades sont pris en France et dans les pays frontaliers et il y a une action sur les masques , les respirateurs , la logistique, etc.

Le ministre a évoqué les contacts avec les organisations syndicales du monde hospitalier qui ont eu lieu ce vendredi matin. Il a affirmé être d'accord sur la nécessité de primes et de revalorisation. D'autres rendez-vous avec les organisations syndicales vont avoir lieu dans les jours à venir.

Laurent Berger est ensuite intervenu pour la CFDT en 6 points :

La CFDT répond à cette demande d'unité sans nier des divergences et des points de vigilance. Il faut dans la période de l'unité, certes, mais aussi de la responsabilité et de la solidarité. Cette crise nous rappelle ce que doit être la priorité en toute circonstance : l'humain et la vie humaine.

1. L'urgence, c'est la situation sanitaire et donc la situation des soignants.

La CFDT n'a pas l'intention de remettre en cause les décisions prises sur le confinement ou autres traitement nécessaire, car ce n'est pas son rôle. Mais elle a alerté solennellement le Président de la République sur ce que vivent les soignants dans les hôpitaux aujourd'hui. Le manque de moyens de protection est encore une réalité criante. Leur situation est ultra tendue et sans polémiquer, c'est l'illustration que la santé et l'humain ne sont pas des lignes budgétaires. Le ressentiment dans l'hôpital et dans les EHPAD, qui existait avant la crise, ne fait que se renforcer dans la situation actuelle. Et pourtant, les soignants tiennent. Tout doit être mis en œuvre sans limite pour les soutenir et les protéger aujourd'hui. Et il faudra se souvenir de cela demain.

2. Des millions de salariés sont à leur poste aujourd'hui. D'autres sont en télétravail.

Pour ceux en poste, souvent dans les métiers indispensables, la priorité des priorités, c'est leur protection. Ces salariés, qui sont ceux aujourd'hui ayant la plus forte plus-value sociale, sont aussi ceux qui sont en bas de l'échelle sociale et salariale. Il faudra s'en reparler.

Les situations sont très diverses : il y a des entreprises et administrations dans lesquelles le dialogue social s'opère et où des moyens de protection et une organisation du travail plus protectrice sont mis en œuvre. Mais pour beaucoup d'autres, ce n'est pas encore le cas. Dans ce cas-là, il faut taper fort pour que les entreprises se conforment à l'exigence de sécurité et du dialogue social, sans quoi des fermetures devraient être exigées. La CFDT a cité des secteurs professionnels : Amazon, certaines banques ou entreprises de tous les secteurs (transports , distribution, services ...) . La CFDT a pointé la situation des travailleurs sociaux au

contact de public. Elle a également insisté sur la priorité de la protection de tous les travailleurs en poste avec gel, masques, etc. Aucune prime (aussi bénéfique soit-elle pour ceux qui en bénéficient) ne peut être un « salaire de la peur ». Nous sommes favorables à la prime mais pas en remplacement de protection et ce ne devra pas être un solde de tout compte pour la suite.

La CFDT a alerté sur la situation des salariés en télétravail et a demandé que le ministère du travail et celui des fonctions publiques lancent une réunion pour étudier les conséquences de ce télétravail sur la durée et l'impact pour ceux qui le vivent dans des conditions difficiles (enfants à la maison, matériel pas adapté, etc.).

3. Ce que nous traversons est un reflet des inégalités (sociales, de logement, de revenus, éducatifs).

Il faut se préparer à l'impact sociétal inévitable de cette crise, c'est pourquoi la CFDT demande la mise en place d'un comité d'expert en sciences sociales pour observer la situation et faire des préconisations. Nous souhaitons que le combat contre les inégalités soit une ligne de force dans la sortie de crise.

4. L'impact économique et social est très fort.

Beaucoup est fait sur le chômage partiel. Nous alertons sur les abus de certaines entreprises (par exemple, SFR). Le gouvernement a entendu nos alertes sur les salariés des particulier-employeurs, les indépendants, les intérimaires, chômeurs en fin de droits. Mais il y a d'autres situations à regarder : celle des saisonniers, des étudiants salariés, des assistantes maternelles, des démissionnaires qui devaient intégrer un autre poste. Il faut continuer à protéger l'emploi et les salariés.

Sur les ordonnances et le temps de travail particulièrement, rien ne doit se faire sans concertation et dialogue social comme s'y est engagée la Ministre. Travailler 60h dans certains secteurs est inenvisageable.

La CFDT demande par ailleurs le non-versement des dividendes dans les grandes entreprises

Il y a également nécessité de décupler l'effort de formation et la force de frappe de France compétences. L'effort de formation devra être massif dans la sortie de crise comme le sera le soutien à la trésorerie des entreprises.

5. La coordination européenne est indispensable, notamment avec les eurobond ou corona bond comme le demande la CES. La solidarité européenne doit jouer à plein.
6. Au niveau national c'est le tripartisme qui permettra de trouver les solutions. Il y a besoin de dialogue social et de travail en commun. Le gouvernement doit impliquer les organisations syndicales et patronales et les écouter.

La CFDT a fait le choix de l'unité dans cette crise et nous en tirerons le bilan. Elle sera encore présente lorsqu'il faudra tirer les enseignements de cette crise et construire un monde plus juste.

Philippe Martinez pour la CGT est ensuite intervenu. Il a noté beaucoup d'échanges avec les ministres mais a fait part de l'impression d'être peu entendu. Il a ensuite insisté sur plusieurs points :

- La réaction du monde hospitalier qui est dans une situation catastrophique. Le discours du Président de la république à Mulhouse a généré beaucoup de colère, du fait d'une méconnaissance du secteur et d'annonces pas concrètes.
- Il faut stopper les activités pas essentielles dans la période et donc permettre de rester à la maison pour les salariés. Et cela permettrait d'avoir du matériel de protection. En Italie, ils ont établi une liste.
- Besoin de protection quand on travaille, dans le public et dans le privé. Dans le public, lorsqu'il n'y a pas ces mesures de protection, la GCT déposera un préavis de grève.
- Ordonnances : inquiétude sur le temps de travail avec dérogation jusqu'à la fin décembre. Si c'est ponctuel, il faut le dire.
- Chômage partiel : problème de perte de salaire. Il faut décréter l'état de catastrophe sanitaire pour que les assurances pallient les pertes de salaire.
- Il faudra faire un bilan, il y a beaucoup de leçons à tirer de cette crise. Il faudra des mesures de solidarité et pas de versement de dividendes.

Yves Veyrier est intervenu pour Force Ouvrière. Il a insisté sur le fait que les militants FO sont mobilisés. Ils vérifient que les mesures mises en œuvre soient conformes à ce qui est dit par les pouvoirs publics.

Il a alerté sur plusieurs points :

- la situation des assistantes maternelles.
- la disponibilité des moyens de protection. La priorité doit aller aux activités essentielles. Il faut réquisitionner tous les moyens de production des moyens de protection. Il faudra relocaliser les moyens de production.
- la nécessité d'aménager les horaires de travail.
- la nécessité de reconnaître que les métiers en bas de l'échelle sont très utiles et qu'il faudra prévoir des revalorisations plus large pour l'avenir.
- la nécessité de mettre en place une fiscalité exceptionnelle sur l'argent qui dort
- le Soutien aux corona bond.

Il a soulevé le problème de l'accès aux produits de première nécessité en outre mer.

Il a enfin rappelé le besoin d'unité républicaine et de solidarité. Mais chacun doit assumer son rôle. Et préparer la suite pour de la justice sociale.

Pour la CGC, François Hommeril s'est exprimé en reprenant l'appel à l'unité et la contribution de la CGC. Il a rappelé la nécessité d'instaurer un climat de confiance et de donner du sens au travail. Il a appelé l'exécutif à faire confiance aux partenaires sociaux.

Il a pointé le besoin d'équipements de protection et la nécessité de préparer l'après. Sur les dividendes, il s'est dit en accord avec la CFDT.

Pour la CFTC, Cyril Chabanier est intervenu. Il a dit que pour faire unité, il fallait de la transparence et du dialogue social.

Le discours à Mulhouse a été bien perçu mais à susciter beaucoup d'attentes pour la suite dans le secteur de la santé.

Il a demandé à avoir un cadre sur ce qui est essentiel dans l'économie et a évoqué la peur des salariés.

Il a fait part du besoin d'accès aux boîtes mails des salariés pour les représentants des salariés.

Il a demandé à ce que les conditions du télétravail soient clarifiées. Il a appuyé la demande de ne pas verser de dividendes et il a soutenu les corona bond en Europe.

Pour l'UNSA, Laurent Escure a pointé la peur des salariés, l'exigence de clarté et de transparence.

Il a fait part du besoin de moyens de protection. L'UNSA apportera ses forces dans cette bataille mondiale. Il a insisté sur le besoin de dialogue entre la puissance publique, les organisations syndicales et patronales à tous les niveaux.

Le MEDEF a pointé le besoin d'unité dans le monde économique entre les entreprises de toutes tailles. Il a également fait part du Besoin de dialogue social : toute reprise du travail doit se faire après une réunion du CSE. La situation économique est différente selon l'impact de l'épidémie dans les territoires. L'agroalimentaire et la distribution tiennent mais il y a un risque d'approvisionnement. On n'est pas très loin de l'activité essentiel.

Le dialogue social est très actif (branche, région , entreprises). Il y a toujours un problème de protection notamment de masques. 40 entreprises de textiles en produisent depuis le début de la semaine. Il a salué les salariés en poste et a demandé une parole publique de soutien.

Seuls les secteurs qui tournent pourront donner la prime (agroalimentaire, distribution..).

Sur le chômage partiel, les problèmes techniques s'estompent. Le Medef va faire un courrier aux entreprises pour leur dire de ne pas abuser du chômage partiel lorsqu'elles peuvent payer leurs salariés.

Il a affirmé son soutien aux corona bond, a fait part du besoin de renforcer les capitaux propres pour les entreprises.

Il a indiqué qu'il fallait préparer la suite sur l'économie mais aussi le travail, le management, le dialogue social.

Pour la CPME, il y a toujours des problèmes de protection pour les salariés et c'est une préoccupation des employeurs. Les problèmes pour accéder au site chômage partiel se résorbent. Il faut déclarer l'état de catastrophe sanitaire pour permettre une prise en charge par les assurances ...sans ouvrir grand les vannes pour ne pas provoquer de risque systémique.

L'U2P a exprimé sa grande inquiétude, liée à la baisse forte de l'activité.

Elle a pointé le comportement parfois incompréhensible des forces de l'ordre pour les artisans (interdiction chantiers , envoi vers la grande distribution..), l'incompréhension sur la fermeture des marchés et la crainte sur l'accès du fond de solidarité pour les indépendants.

La FNSEA a repris l'appel à l'unité et a exprimé sa reconnaissance pour les soignants. Elle a pointé la solidarité au sein du monde économique, la baisse en terme de consommation de produits agricoles, les problèmes de prix car la production bat son plein mais il y a une baisse de consommation (exemple du lait), le problème de la fermeture des marchés. Mais elle s'est réjoui de l'appel à consommer les produits agricoles.

Le ministre du Travail a pointé les nombreux recours au chômage partiel (des milliers de demande par heure). Elle a exprimé son accord pour parler télétravail dans une prochaine réunion.

Elle a indiqué que la priorité est la santé des salariés. Des guides par secteur ont été rédigés. D'autres en cours de réalisation. Si le guide de bonne pratique n'est pas mis en place, la responsabilité de l'entreprise sera engagée. Cela se veut « normatif ou presque ».

Le sujet « étudiants salariés » va être regardé pour un filet de sécurité.

Un travail avec l'OIT et le G7 est en cours pour formuler des propositions sur l'urgence et sur la reprise. Ce sera l'objet d'une prochaine réunion OS/OP.

Le ministre de l'Economie a fait part d'une perte importante dans l'économie. Des fermetures sont en cours dans l'automobile, les chantiers navals. La priorité est mise sur l'essentiel qui regroupe beaucoup de secteurs (transport, communication, alimentaire). Le rôle des assurances sera regardé mais cela ne pourra être que limité car le coût est énorme et le risque serait une catastrophe financière. Une réunion aura lieu sur le sujet. Par contre les assureurs seront davantage mis à contribution. Sur les dividendes, d'accord pour que les entreprises qui ont demandé un report de charges fiscales ou de cotisations sociales ou le chômage partiel ne puissent pas en verser. Pour les marchés, il faudra regarder au cas par cas.

Pour la sortie de crise, il a lancé un appel aux contributions des OS/OP.

Le Premier ministre a annoncé une nouvelle réunion en fin de semaine prochaine avec les OP/OP.

Le président a remercié chacun de sa responsabilité. Sur l'hôpital public, la peur et les craintes sont légitimes. On fait tout pour produire plus de masque et de respirateurs en France. Dès qu'on aura de la visibilité, on distribuera plus de masques aux soignants. Pour les autres travailleurs la demande sociale de masques est forte mais on ne peut pas produire partout. C'est la même logique industrielle sur les respirateurs. Sur le long terme pour l'hôpital des moyens seront mis.

L'activité actuelle correspond quasiment aux activités essentielles. Le degré de ralentissement de notre économie posera la question de la capacité à redémarrer. Cela sera compliqué car il faudra réouvrir des marchés. L'inquiétude est forte pour l'automobile et l'aéronautique.

Sur les métiers, il ne faut pas laisser s'installer de coupures entre col bleus et blanc. Le discours de sortie de crise devra intégrer cela. Et avec des actions de revalorisation. Sur l'Europe, il y a des difficultés sur les eurobond (corona bond). On se doit la solidarité. Il y aura un combat à mener sur les conséquences budgétaires. L'Espagne et l'Italie ont un sentiment d'abandon actuellement.

La crise interroge sur les limites d'un modèle, le président affirme qu'il en tiendra compte. Il faudra avoir un plan de relance et d'investissement de sortie (investisseurs productif et compétences).

Sur le travail, il faudra faire un bilan du télétravail.

Sur l'impact sur la société, il y aura un choc post traumatique pour les soignants, les familles en deuil.

Sur le reflet des inégalités, le président a affirmé partager l'analyse de la CFDT.

Le tripartisme aura à prendre de l'importance pour faire face et pour la suite, il y aura besoin d'un dialogue franc sur ce qu'il faut faire.

Tous les sujets soulevés vivront au-delà de cette crise et les conséquences en seront tirés pour changer l'action collective. Chacun a une part de cette responsabilité.

Une nouvelle réunion avec le premier ministre aura lieu la semaine prochaine.